

Sauvons la démocratie, ne laissons pas la campagne pour les élections présidentielle en dénaturer le sens

Résumé de la lettre ouverte aux candidats à l'élection présidentielle française et aux responsables politiques

Jamais, dans le monde, la démocratie n'a été aussi ardemment désirée par ceux qui en sont privés. Rarement elle a autant déçu ceux qui en jouissent. Comment lui redonner vigueur dans un monde interdépendant, mis au défi de concevoir et conduire au cours des décennies à venir une mutation qui impliquera, du niveau local au niveau global, un changement profond des systèmes de pensée et des institutions qui, en amont des choix politiques, structurent les modes de gestion de la société, les comportements individuels et collectifs, les systèmes de production, les modes de vie ?

Depuis plus de vingt ans, le doute s'est instillé dans les esprits: la démocratie telle que nous la connaissons, soumise à la tyrannie des sondages et des médias, avec des responsables politiques sommés d'apporter des réponses au jour le jour, polarisés par la sphère politique nationale, peut-elle prendre à bras le corps les mutations à long terme ? Si elle s'en avère incapable, la démocratie est condamnée. Notre conception de la démocratie parlementaire remonte au 18e siècle, à une époque où la population alphabétisée était minoritaire, où les déplacements étaient coûteux et longs, où la circulation de documents écrits restait le mode principal de communication de l'information. Peu de chose à voir avec la réalité actuelle, celle d'une population éduquée, informée voire sur-informée, où internet et réseaux sociaux sont devenus les supports majeurs de circulation de l'information.

Certains, face à la crise de la démocratie représentative, voient dans la démocratie « participative » une réponse. Mais ne risque-t-elle pas d'être « occupationnelle », réduite à des débats sans fin sur des sujets de second ordre ? Comment aller vers une *démocratie « substantielle »*, qui permette aux citoyens et à la société de retrouver prise sur leur destin et de participer à la définition et à la conduite des mutations à long terme qui nous attendent ? Répondre à cette question est le seul moyen de redonner confiance à la société, noblesse à la politique, sens à la démocratie. Elle devrait être, en France, au cœur de la présente campagne présidentielle. Les réformes institutionnelles successives, l'élection du Président de la République au suffrage universel, la décision de faire coïncider la durée des mandats et le moment des élections pour les pouvoirs exécutif et législatifs, la pratique personnelle de l'exercice du pouvoir par le Président de la République, tout converge pour faire des élections présidentielles la seule élection qui compte vraiment, donc le seul moment où l'on puisse, l'espace d'une campagne électorale, quitter les rivages balisés de la politique spectacle pour chercher en tâtonnant les voies d'une démocratie substantielle. Malheureusement, c'est loin d'être le cas. Responsables politiques et médias se renforcent mutuellement pour donner un spectacle qui s'apparente plus à un match de football, avec sa dramaturgie, son rythme haletant, ses rebondissements quotidiens qu'à une réflexion profonde de la société française sur ce qu'elle souhaite être et devenir. La *Lettre ouverte aux candidats de la présidence et aux responsables politiques d'aujourd'hui et de demain* est un cri d'alerte : sauvons la démocratie ! Oui, redonnons lui un sens avant qu'elle ne se trouve submergée par des populismes de tous bords. Un cri d'alerte mais aussi des propositions pour une alternative.

Toutes les enquêtes, en France et ailleurs, révèlent un paradoxe : la démocratie a été conçue pour que le peuple ait confiance en des dirigeants qu'il a pu choisir lui-même, et pour que les dirigeants aient confiance dans le peuple dont ils sont l'émanation. Or la population, dans sa grande majorité n'a pas confiance dans ses dirigeants, ne croit pas qu'ils sont motivés par le souci du bien commun, que leurs actes sont gouvernés par une éthique solide, qu'un changement de président soit de nature à changer vraiment les choses. Plus grave encore, les dirigeants n'ont guère plus de

respect et de confiance en la population qui les a portés au pouvoir. Ils ne croient pas qu'elle soit capable d'appréhender la complexité des situations et des enjeux. Les enquêtes montrent aussi qu'en Europe la population française est celle qui a le moins confiance dans son propre avenir, le moins confiance dans les entreprises, les scientifiques, les journalistes, l'Europe, la mondialisation et, finalement, le moins confiance en ses voisins, le manque de confiance en soi. Comment reconstruire cette confiance de la société en elle-même ? Comment aller vers une démocratie substantielle ? Comment redonner sens au débat et à l'action politiques ? La lettre ouverte propose deux réponses : *une nouvelle conception de l'éthique et des méthodes de la politique*, impliquant aussi une nouvelle conception du pouvoir ; *un agenda politique centré sur la conception et la conduite d'une transition à long terme*.

Nous ne sommes pas encore sortis d'*une conception féodale et archaïque du pouvoir*. Il demeure un gâteau à partager, faisant de chacun le rival de tous les autres. Lutte entre les partis pour conquérir le gâteau lui-même et fidéliser leurs partisans par la distribution des fiefs de pouvoir, dans la meilleure tradition féodale, lutte entre les institutions pour assurer au détriment du partage traditionnel des pouvoirs la prééminence du pouvoir exécutif, lutte de l'Etat contre l'Europe, au nom d'une conception aussi sourcilleuse que dépassée de la souveraineté, et contre les collectivités territoriales, au nom de la république une et indivisible. Or, le problème de notre temps, contrairement à des idées reçues, n'est pas la surabondance des lieux de pouvoir mais bien « l'a-cratie », ce vieux concept d'Aristote qui décrit les situations où nous savons qu'il faudrait changer et ne trouvons pas en nous mêmes la volonté et la capacité de le faire. Le pouvoir dont nous avons le plus urgent besoin aujourd'hui est celui qui permet de dépasser cette a-cratie, de retrouver prise sur notre destin. C'est un pouvoir créateur. Celui d'entreprendre et d'entrainer. Il n'est pas conquis au détriment des autres. Il n'existe au contraire qu'avec les autres, car comme le disait Paul Ricoeur « le pouvoir naît quand les hommes s'unissent et se dissipe quand ils se séparent ».

Redonner noblesse à la politique suppose de retrouver *le goût, l'art et la patience des réformes structurelles*. Ces réformes prendront des décennies : on ne change pas de système de pensée, on ne réforme pas les grandes institutions qui sont le cadre même de notre vie quotidienne comme on change de chemise. La seule démonstration que des responsables politiques puissent faire de leur dévouement à la cause publique est d'avoir le courage d'entreprendre des réformes structurelles dont ils ne verront certainement pas l'issue et dont ils ne pourront montrer, à la fin de leur mandat, que des débuts de mise en oeuvre. Redonner la noblesse à la politique, ce n'est pas, comme on le dit si souvent en France qu'il y ait une « vraie gauche » et « une vraie droite » entre lesquelles le peuple puisse choisir en fonction de la vision qu'il se fait de la société, de l'Etat, de l'action publique . C'est au contraire construire un consensus sinon sur les solutions à apporter du moins sur les mutations structurelles à conduire. Faute de quoi la politique se réduit à de furieux et souvent dérisoires coups de barre successifs à gauche et à droite qui ébranlent la charpente du navire et mettent à l'épreuve les nerfs de son équipage en lieu et place d'un véritable changement de cap.

L'une des difficultés majeures est que l'un des changements structurels à conduire concerne la conception même de l'Etat. Or, nos élites politiques, dans leur grande majorité, ont téte à la mamelle de cet Etat et en ont fait leur raison de vivre. Elles sont, de tous les secteurs de la population, les plus mal placées pour questionner un cadre de référence qui leur assure statut, prestige et pouvoir. En tant que praticien de l'Etat, j'ai souvent été frappé de l'impuissance du corps politique français à le réformer. Non seulement la réflexion sur la réforme est superficielle, parce que consanguine voire incestueuse, non seulement on ne se donne pas le temps d'une réforme profonde mais, de surcroît, on vit encore sur le legs de la Révolution française, qui fait de l'administration un obstacle potentiel à l'expression de la volonté du peuple, privant la société d'un des plus puissants ressorts de la réforme de l'Etat : associer les fonctionnaires eux-mêmes à une réflexion de fond sur le sens de leur

action.

Pour que la démocratie retrouve tout son sens il faut, dans la conception et la conduite du changement, mobiliser l'intelligence et la créativité de tous les citoyens. Face à une réalité complexe, face à des changements qui s'étagent du local au mondial, ne faisons pas comme si d'un débat libre, inorganisé, pouvait magiquement sortir la vérité. L'intelligence collective n'est pas l'addition indistincte d'intelligences individuelles, c'est l'art de les combiner de façon productive. Et cela requiert des méthodes qui, régulièrement déployées et perfectionnées, constitueront l'apprentissage collectif, par la société, d'une nouvelle manière de se gérer. Pour les concevoir, on ne part pas de zéro. Ce nouvel art du « penser et faire ensemble » constitue la ressource la plus précieuse d'une communauté telle qu'elle soit -ce que j'appelle son capital immatériel. Il se décline en six étapes : *une démarche de bas en haut*, de préférence à une démarche de haut en bas ; *la création d'un cadre de réflexion commun*, car il n'y a pas de démocratie substantielle sans citoyens informés ; le libre développement, permis par internet, de *l'expression de la diversité des points de vue* ; la mise à disposition des citoyens des *expériences internationales* les plus significatives, tant il est vrai que sans renier nos propres singularités nous pouvons apprendre du reste de l'Europe, de l'Amérique, de l'Asie et même de l'Afrique et que le signe d'un peuple qui a confiance en lui est cette ouverture à l'expérience des autres; *l'accueil des propositions* de toutes natures à partir desquelles identifier les grandes questions sur lesquelles doivent porter les réformes et grâce auxquelles disposer d'un vaste réservoir de réponses possibles ; l'analyse en commun, enfin de la *dynamique du système*, qui nous permet de comprendre où sont les leviers du changement.

Cette méthode doit s'appliquer aux changements structurels qui, ensemble, forment ce que l'on appelle « *la grande transition* » : celle qui va nous faire passer du 20e siècle, profondément modelé par les systèmes de pensée et les institutions nées entre le 16e et le 18e siècle, au 21e siècle, à la gestion solidaire d'un monde interdépendant et d'une planète fragile. Les réflexions internationales menées depuis plus de vingt ans montrent que cette grande transition sera constituée de *quatre mutations* : l'institution des communautés, du local et mondial et plus particulièrement l'émergence d'une communauté mondiale de destin ; l'affirmation et la mise en oeuvre d'une éthique commune de la responsabilité ; la révolution de la gouvernance, c'est-à-dire des modes de gestion de nos sociétés ; la transition, enfin, de notre modèle de vie et de développement, de notre économie, vers des sociétés durables.

Première mutation, *l'institution des communautés et l'émergence d'une communauté mondiale*. L'idée d'instituer une communauté paraîtra saugrenue à plus d'un, dans un monde politique habitué à s'adresser à un corps électoral, donc à des citoyens dûment certifiés, par leur carte d'électeur, membres d'une communauté. Ce qui donne l'impression qu'une communauté *préexiste* à l'action politique et qu'elle est définie sans ambiguïté par des papiers d'identité ou un certificat de domicile. Or, une communauté, c'est-à-dire le sentiment de partager un destin commun, d'être lié par des relations de solidarité et de réciprocité, est par essence une *construction sociale*. On voit l'urgence de cette construction à l'échelle mondiale : c'est bien joli de proclamer que la planète est devenue un village mais ce village est aujourd'hui sans justice et sans règle ; de proclamer que nous sommes dans le même bateau, mais tout le jeu de la diplomatie consiste au contraire à supposer qu'existent des intérêts nationaux qui se confrontent sur la scène internationale. Même à l'échelle locale, les brassages de populations, les migrations nationales ou internationales ont fait que coexistent dans une même ville, sur un même territoire, des groupes d'origine ethnique et culturelle différents qui ne partagent ni le même passé, ni les mêmes convictions religieuses ou philosophiques, et se sentent, de surcroît, appartenir à d'autres communautés ethniques ou religieuses, comme c'est le cas de nombreuses diaspora. Inutile, dans ces conditions, d'essayer de placer chaque individu ou famille

dans une case unique : sa communauté. Nous sommes tous, à un titre ou à un autre, des membres multi-cartes de communautés diverses, de différentes tailles et échelles et au bout du compte citoyens de la planète. Le premier défi de la gouvernance est bel et bien *d'instituer des communautés*, de permettre à des groupes humains que le passé et les croyances séparent de partager un avenir commun, de transformer des liens d'interdépendance objectifs en relations de réciprocité et de solidarité pleinement assumées. C'est justement la noblesse du politique de transformer un agrégat de personnes contraintes à cohabiter ensemble en une communauté vécue. On est loin d'insipides débats sur l'identité française ou européenne qui fixerait une fois pour toute, au nom d'un passé artificiellement reconstruit, les traits éternels de la nation ou du continent.

L'institution de la communauté, des raisons et des modalités du « vivre ensemble », commence au niveau local, et doit aller jusqu'au niveau des grandes régions du monde, pour nous, l'Europe. Une Europe qui parle à tout bout de champ de citoyenneté européenne mais qui, depuis son élargissement à marche forcée, s'est construite par les institutions plutôt que par les hommes. Une chose est d'écrire un Parlement européen, une autre est de se vivre, au delà des cercles restreints des familiers des institutions de Bruxelles, comme les membres d'une grande famille. C'est pourquoi j'appelle de mes voeux un « processus instituant », une véritable Assemblée européenne de citoyens mettant en scène un dialogue impliquant des citoyens de toutes les nations d'Europe, de tous les milieux et portant sur tous les thèmes d'intérêt commun. C'est en effet par des démarches inclusives, plutôt que par le fonctionnement normal des institutions représentatives, que peut se construire le sentiment vécu d'une communauté. Comment passer ensuite de ce niveau régional au niveau mondial ? L'expérience du forum China – Europa (www.china-europa-forum.net) m'a montré qu'il était possible de construire sur de nouvelles bases, égalitaires et inclusives, un dialogue global entre société chinoise et société européenne. Très vite, alors, ces sociétés prennent conscience que ce qui les unit, les défis communs de la planète, est plus important et plus fort que ce qui les sépare. Ni le commerce ni la diplomatie ne sont en mesure de construire cette compréhension mutuelle. Les rapports entre les sociétés et les différentes régions du monde étaient encore, il y a peu, assimilables aux relations qui ont pu exister entre habitants de deux villages voisins, se retrouvant périodiquement pour commercer, coopérer ou s'affronter mais qui, à la fin de la journée, rentraient chacun chez eux. Aujourd'hui, ces relations ressemblent plus à celles qui se nouent entre les colocataires d'un même appartement : qu'ils s'apprécient ou non au plan personnel, ils sont condamnés à s'entendre pour gérer la cuisine, le réfrigérateur et la salle de bain.

Deuxième mutation, celle de *l'éthique*. Surprise ! L'éthique n'est-elle pas une affaire personnelle, liée aux valeurs que l'on professe, une affaire de philosophes, de moralistes et de gens d'église plus qu'une affaire politique ? Eh non, précisément ! nous avons, à tous les niveaux, à *nous mettre d'accord sur un socle éthique commun*, parce que nous avons un bien commun, la planète, à gérer ensemble et Dieu sait que cette planète est fragile ! De surcroît, si les communautés dont je viens de parler ne sont pas unies par ce qui les rattache à des racines communes, une histoire et une foi partagées, elles ne peuvent s'unir qu'autour de valeurs partagées et de perspectives communes, fondant un nouveau *contrat social*.

A l'issue d'un travail inter-religieux et interculturel mené à partir des années 90, nous sommes arrivés à la conviction que la *responsabilité est au fondement de l'éthique du 21e siècle*. La responsabilité, c'est-à-dire le devoir de prendre en compte l'impact de mes actes sur les autres, y compris à l'autre bout de la terre, y compris dans vingt ans, est le corollaire de l'interdépendance. C'est parce que les interdépendances sont mondiales que la responsabilité devient universelle. La responsabilité est également universelle au sens où, avec des variantes, elle se retrouve dans toutes les cultures du monde : le devoir de réciprocité et la conscience de gérer un bien commun est au cœur de la construction de toute communauté. La responsabilité, en troisième lieu, est « la face

cachée des droits » : les droits, notamment économiques, sociaux, environnementaux et culturels ne sont effectifs que s'ils sont opposables, si une institution est en responsabilité de les rendre effectifs. La responsabilité est universelle, enfin, au sens où chacun, petit ou grand, a sa part de responsabilité, fonction de son savoir et de son pouvoir. Le paradoxe de la communauté mondiale actuelle est que les grands acteurs politiques, économiques et financiers ont un impact mondial mais ne sont pas soumis à un droit international et ne rendent compte qu'à leurs propres mandants, électeurs dans le cas des responsables politiques, actionnaires ou régulateurs nationaux dans le cas acteurs économiques et financiers. Cette dissymétrie est la source d'une irresponsabilité généralisée, fondée sur l'impunité. De l'établissement de Chartes locales des responsabilités définissant le contrat social et les règles du vivre ensemble des communautés territoriales, à l'adoption par l'Assemblée des Nations-Unies d'une Charte des responsabilités universelles, fondement d'un droit international à construire, la mise en débat et en oeuvre d'une éthique commune est la deuxième priorité de l'action politique.

La troisième mutation consiste à concevoir, du local au mondial, *les modalités d'une gouvernance adaptée aux défis du 21e siècle*. La gouvernance, c'est l'ensemble des dispositifs qu'une société invente, au fil du temps, pour se gérer elle-même, pour se maintenir, comme disent les biologistes, dans son « domaine de viabilité ». La gouvernance est une *réalité sociale globale* : la culture du service public, la place du droit dans la gestion des relations sociales, le respect du bien public et de ceux qui exercent l'autorité, les relations de confiance et de défiance, la lente sédimentation historique de multiples modes de gestion dont certains remontent au Moyen Age, comme les communes, y jouent un plus grand rôle que ce que l'on peut décrire dans l'organigramme du gouvernement ou dans les circuits d'élaboration, d'approbation et de mise en oeuvre des lois.

Dans un monde qui change rapidement, les attentes à l'égard de la gouvernance sont contradictoires : parce que c'est le cadre de la vie quotidienne, les règles du jeu qui permettent de rendre le contexte prévisible, une gouvernance doit être stable ; mais, dans un monde qui change rapidement, elle doit s'adapter à de nouvelles réalités, transformer ses institutions, ses objets, ses échelles et ses méthodes en fonction des nouveaux problèmes à traiter. Pour faire face aux mutations à venir, l'adaptation de la gouvernance aux nouvelles réalités est devenue une priorité absolue de l'action politique. Proposer clés en mains la gouvernance du 21e siècle comme on vendrait un appartement sur plan serait contradictoire avec l'idée de vivifier la démocratie en faisant de l'invention de la gouvernance de demain le résultat du vaste réflexion collective. Par contre cette réflexion peut et doit être nourrie de tout ce que l'expérience internationale et historique nous apprend sur l'art de la gouvernance. On a pu montrer que, si les formes concrètes de la gouvernance sont infiniment diverses d'une culture à l'autre et d'une époque à l'autre -car chaque société doit inventer à chaque époque et en fonction de son génie propre, de ses traditions et des défis concrets qu'elle a à résoudre des formes particulières de gouvernance-, cette diversité même nous aide à mieux comprendre *les grandes constantes de l'art de la gouvernance*. Ces constantes nous fournissent un aiguillon puissant et un cadre de pensée pour apporter à notre tour des réponses nouvelles. Elles concernent les objectifs poursuivis et les principes à respecter pour les atteindre.

Les *objectifs* poursuivis. La vocation de la gouvernance étant de permettre à chaque société de se maintenir dans son domaine de viabilité, de se perpétuer, la gouvernance poursuit trois objectifs principaux : *la protection contre une éventuelle menace extérieure* ; *la cohésion sociale interne* ; *l'équilibre à long terme entre la société et son environnement*. Ces trois objectifs sont d'ailleurs liés entre eux. A l'image d'un corps affaibli, une société qui perd sa cohésion interne, où, par exemple, le sort des « élites » se dissocie de celui du reste du peuple comme cela tend à être le cas aujourd'hui dans la plupart de nos sociétés, est beaucoup plus vulnérable à une menace extérieure qu'une société cohérente. De même, le déséquilibre entre une société et son environnement extérieur se traduit par

l'appauprissement des ressources naturelles qui constituent le substrat matériel à l'existence de la société, et va provoquer une multiplication des conflits internes.

L'art de la gouvernance, c'est-à-dire le moyen d'atteindre ces trois objectifs, peut se résumer en cinq *principes* : la gouvernance doit être *légitime*, c'est-à-dire que la grande majorité de la population doit avoir le sentiment d'être « bien gouvernée », avoir le sentiment que les limites imposées à la liberté de chacun au nom du bien commun sont justifiées, que la société est gérée selon les principes et valeurs auxquels la grande majorité adhère, que les dirigeants sont dignes de confiance, que les méthodes sont adéquates aux objectifs poursuivis ; la gouvernance doit être *démocratique* et fondée sur la *citoyenneté* : démocratique non au sens formel du terme mais à un sens plus profond, signifiant que chacun a part à la définition du destin commun et que chaque individu est citoyen, c'est-à-dire bénéficie de droits et assume des responsabilités en proportion; il doit y avoir une bonne *adéquation entre les dispositifs de gouvernance – qui ne se réduisent pas à des organigrammes et des institutions mais recouvrent toutes les manières de faire – et les problèmes concrets à résoudre* ; la recherche du bien commun ne peut être le monopole d'institutions publiques spécialisées, c'est toujours une *co-construction* impliquant des modes de partenariat entre tous les acteurs ; enfin, l'art de la gouvernance consiste à avoir simultanément *plus de diversité et plus d'unité*, plus d'autonomie et plus de cohésion et l'expérience montre que cela implique non pas, comme le veut la vulgate de la décentralisation à la française, de répartir des compétences exclusives à chaque niveau de gouvernance mais au contraire de *définir des règles d'articulation entre niveaux de gouvernance, dans le cadre d'une gouvernance à multi-niveaux*, pour reprendre le concept qui commence à s'imposer au niveau européen . Dans ma lettre ouverte, je reprends chacun de ces principes et montre les pistes nouvelles qu'ils ouvrent, les réformes et les transformations institutionnelles et culturelles qu'ils induisent dans le cas de la France .

La quatrième mutation majeure est *la transition du système de production, d'échange et de consommation vers des sociétés durables*. En un mot, une révision radicale des *principes, acteurs, institutions et règles* qui, ensemble, constituent ce que l'on appelle l'économie. Le constat d'une contradiction entre les modes de production ou de consommation actuels de nos sociétés et les limites de la biosphère ne date pas d'hier. Les deux grandes conférences internationales sur l'environnement, la première à Stockholm en 1972, la seconde, le Sommet de la Terre, à Rio, en 1992, ont été des grands moments de prise de conscience de cette contradiction. Quand la catastrophe arrivera, il nous sera difficile de dire que nous n'étions pas prévenus. Il faudrait quatre planètes comme la nôtre pour assurer aux 9 milliards d'habitants qu'atteindra notre bonne vieille terre d'ici 2050 le niveau et le mode de vie atteint dans les pays les plus anciennement développés. Dès lors, ou bien nous repensons sur des bases radicalement nouvelles notre système de production et de consommation, pour assurer le bien être de tous en respectant les limites de la biosphère , ou bien nous essayons de garder nos priviléges occidentaux en continuant à réserver à 20 % de la population 80 % des ressources naturelles et d'énergie, ou bien nous continuons nos petites affaires jusqu'à faire péter l'ensemble du système. Jusqu'à présent, nous avons clairement opté pour la troisième solution.

Malgré discours et serments, nous n'avons pas encore entrepris la mutation profonde que suppose la première hypothèse. La seconde hypothèse est intenable ; la mondialisation néolibérale a réalisé l'objectif que n'a pas su atteindre le tiers-mondisme et les politiques de coopération : permettre à l'Asie, en particulier à l'Inde et à la Chine, à l'Amérique du Sud – en particulier au Brésil – de rattraper rapidement l'Occident dans la maîtrise des technologies et de généraliser nos modes de vie et de consommation, au sein d'une classe mondialisée de consommateurs de la classe moyenne. Au nom de quoi, en vertu de quels priviléges réservés à l'Occident s'opposerait-on à ce que les familles indiennes et chinoises atteignent dans vingt ou trente ans le taux de motorisation des familles nord-

américaines ? D'autant plus que notre propre industrie automobile ou aéronautique, comme notre industrie de luxe, voit dans le développement chinois, indien ou brésilien sa seule chance d'expansion. L'hypothèse d'un équilibre fondé sur l'apartheid, encore imaginable au lendemain de la seconde guerre mondiale ne l'est plus maintenant. On prête au roi de France François 1er, devant le spectacle de l'Espagne et du Portugal se partageant la conquête du nouveau monde, l'exclamation : « je voudrais voir la clause du testament d'Adam m'excluant du partage du monde ». C'est bien ce que nous disent Chinois, Indiens ou Africains : parce que vous avez été les promoteurs de la révolution industrielle vous estimez que l'essentiel des ressources naturelles du monde vous reviennent de droit ? L'équilibre climatique repose sur la capacité de la biosphère à absorber du gaz carbonique, notamment par les océans. Ce que l'on appelle « les puits de carbone ». Au nom de quoi l'usage quasi exclusif de ces puits serait réservé aux pays développés, aux inconditionnels de la bagnole qui, sous prétexte du privilège du premier venu, les utiliseraient à leur usage exclusif ? La position est évidemment moralement et politiquement intenable. Sous le doux nom de « justice écologique » c'est la question politique majeure posée à l'Occident. D'autant plus que nous avons refusé de voir le coup venir : pour garder leur niveau de vie malgré la redistribution rapide des capacités de production en train de s'opérer, nos vieux pays riches, l'Amérique en tête, puis l'Europe lui emboîtant le pas, se sont mis à vivre à crédit, avec un endettement privé et public aboutissant aux résultats que l'on sait. Il ne nous reste donc pour seule solution, si l'on veut éviter la catastrophe, que la première hypothèse, la transformation radicale de notre système de production et de notre consommation, de notre mode de vie.

Il en va de l'économie comme de la démocratie ou de l'Etat : ses fondements intellectuels, ses acteurs et ses institutions remontent pour l'essentiel à la fin du 18e siècle, bientôt 250 ans. Dans toutes les facultés économiques du monde on annone les mêmes principes d'équilibre entre l'offre et demande, d'auto-régulation des marchés ; on célèbre les avantages comparatifs et on en déduit les bienfaits partout et toujours de l'élargissement des marchés ; on loue l'efficacité manageriale de l'entreprise et on l'oppose à l'inefficacité présumée de l'action publique ; on voit dans la libre circulation des capitaux la martingale du développement. Nos élites politiques et économiques sont formatées par cet enseignement, croient que l'économie est une vraie science, au demeurant de plus en plus inaccessible au commun des mortels, plus proche de la physique que de la gouvernance. Il est pourtant évident que dans le cadre de la pensée économique actuelle les défis que nous devons relever n'ont pas de solution. D'un côté, nous avons une économie qui ne trouve son équilibre que dans la croissance, dans le développement infini des besoins, c'est l'équilibre de la bicyclette – si on arrête de pédaler on tombe – et de l'autre nous avons les limites de la biosphère, limites des sols fertiles, de la capacité de coproduction de l'énergie disponible à partir de l'énergie solaire, de l'équilibre climatique et plus encore de celui des océans. Les cycles du carbone et de l'azote, les conditions de reproduction de la fertilité des sols, les chaînes alimentaires, les grands biotopes comme l'Amazonie ou la steppe sibérienne qui assurent les grandes régulations mondiales constituent autant de butoirs. La contradiction entre les deux logiques est illustrée – même si le concept est assez frustre – par la notion « d'empreinte écologique », qui permet de mesurer combien de ressources naturelles et énergétiques il nous faut pour maintenir notre niveau de vie actuel. Chaque année, la date à laquelle nous avons déjà consommé toutes les ressources de l'année auxquelles nous aurions droit si l'on voulait préserver la biosphère arrive plus tôt. On doit aujourd'hui la situer vers juillet ou août. Le reste de l'année, nous vivons à crédit en puisant dans les réserves. Jusqu'à présent, nous nous en sommes tirés par la schizophrénie ou par le recours à la pensée magique. Schizophrénie : en 2009, après le déclenchement de la crise financière mondiale partie de Wall Street, nos grands dirigeants se sont précipités à l'automne au G20 avec pour seul mot d'ordre : relancez à tout prix la consommation pour éviter une récession mondiale ! Les mêmes, deux mois après, se sont précipités à Copenhague, où l'on négociait les suites de l'accord de Kyoto qui visait à limiter la croissance des émissions de gaz à effet de serre, pour proclamer la nécessité de

freiner la consommation si l'on voulait éviter une catastrophe climatique. Je dis bien : les mêmes dirigeants ! Pensée magique : à partir du rapport Brundtland « notre avenir commun », publié en 1986 a été popularisé le concept de « développement durable ». Oui on va continuer à se développer – et ça, il faut bien le dire, c'est une exigence légitime des peuples qui n'ont pas encore accédé à notre confort – mais vous allez voir ce que vous allez voir, cette fois ci, juré craché ce sera durable. C'est de la pensée magique ! Et ça se voit bien dans l'expression elle-même : c'est ce que les linguistes appellent un « oxymore » ; on juxtapose deux termes contradictoires et on fait l'hypothèse que cela résout magiquement la contradiction. Du coup, tout le monde, à l'exception des excités du Tea Party américain, déclare s'être converti au développement durable mais la pression sur les équilibres de la biosphère ne cesse pour autant d'augmenter. Et, dans la perspective du 20e anniversaire du sommet de la planète à Rio en juin 2012, la conférence « Rio + 20 », on a inventé un nouvel oxymore : « économie verte ». Les mêmes entreprises qui ont assuré leur croissance continue, à grands renforts de publicité, en nous convaincant que nous ne saurions être heureux sans acheter leurs produits, voient dans les technologies vertes le nouveau moteur de leur croissance !

Il nous faut maintenant sortir de la schizophrénie et de la magie. Pour cela, il faut repenser de fond en comble l'économie. Sur quelles bases ? C'est ce que je décris dans la fin de la lettre ouverte. Mais de même que la guerre est une affaire trop sérieuse pour la confier aux militaires, que la réforme de l'Etat est une affaire trop sérieuse pour la confier aux énarques, la réforme de l'économie est une affaire trop sérieuse pour la confier aux économistes. Il suffit pour s'en convaincre de revenir au sens même du mot économie : il est formé de deux mots grecs oïkos, qui signifie au départ la maison, le foyer, l'exploitation familiale et nomos qui signifie la règle. Jusqu'au 18e siècle on écrivait d'ailleurs « oeconomie », ce qui rappelait bien mieux le sens du mot : ce sont les règles que l'on se donne pour gérer de manière prudente et avisée les ressources dont dispose une famille de façon à assurer au mieux le bien être de tous. C'est précisément la définition que donnait le grand botaniste Karl Von Linne, auquel on doit notamment la classification des plantes, de l'oeconomie d'une nation. Et le sens originel d'économie se retrouve d'ailleurs bien mieux dans des termes comme « économie domestique » ou « économie ménagère ».

Dès lors que le terme économie a été galvaudé et détourné de son sens et qu'il s'est imposé dans toutes les facultés économiques du monde, la seule solution est de revenir au mot *oeconomie* qui désigne exactement la tâche qui nous attend mais, cette fois, à l'échelle de la planète toute entière. Le changement de nom entraîne un changement de perspective : nous avons à concevoir les principes, règles, acteurs et institutions qui vont permettre au 21e siècle de construire du mieux que nous pourrons les conditions de bien être de tous dans le respect des limites de la biosphère. L'adoption de ce nouveau concept a pour moi une importance considérable pour la manière d'inventer l'*oeconomie* : *ce n'est rien d'autre qu'une branche particulière de la gouvernance*, celle qui s'applique aux systèmes de production, d'échange et de consommation. Pourquoi ne pas essayer dans ces conditions de lui appliquer pour concevoir le nouveau système, les cinq principes généraux de gouvernance ? C'est ce que j'ai fait, dans un livre intitulé « Essai sur l'*oeconomie* ». J'ai pu vérifier la fécondité de la méthode. Elle ouvre des voies nouvelles. Comme dans le domaine de la gouvernance, pas question de proposer un nouveau modèle « clés en mains », à prendre ou à laisser. L'important est d'explorer ensemble ces voies, par la démarche démocratique que j'ai exposée. J'en donne à la fin de ma lettre un certain nombre d'exemples concrets. Je m'en tiendrai ici à leur énoncé pour en donner un avant-goût.

Tout d'abord, *créer une monnaie à plusieurs dimensions*. Revenons à la schizophrénie de nos dirigeants en 2009. Y-a-t-il contradiction irréductible entre le fait de développer le travail humain, fondement de notre cohésion sociale, et la nécessité d'épargner l'énergie et les ressources rares ? Ou bien cette contradiction est-elle artificielle, découle-t-elle des outils de l'économie ? Bonne nouvelle,

c'est la seconde hypothèse qui est la bonne : la contradiction découle de notre conception de la monnaie. Même un enfant d'école primaire peut comprendre qu'en utilisant le même moyen de paiement, la même unité de compte, l'euro, le dollar, pour ce qu'il faudrait développer, le travail humain, et ce qu'il faudrait économiser, l'énergie, on créa un véhicule économique qui n'a qu'une seule et même pédale pour le frein et l'accélérateur. Pas étonnant dans ces conditions que l'on aille dans le mur ! Seule notre paresse intellectuelle, l'habitude, le conformisme de l'enseignement, nous fait penser aujourd'hui qu'il ne peut pas en être autrement. Or il peut en être autrement. Nous avons besoin d'une monnaie à plusieurs dimensions et c'est très facile avec la monnaie électronique, de manière à ce que, quand nous achetons un bien ou un service, nous dépensions d'un côté ce qui correspond au travail humain et de l'autre, avec une autre unité de compte, ce qui correspond à notre droit de ponction sur les ressources naturelles de la planète. Et ce droit de ponction constitue une monnaie à part entière. Inutile de tourner autour du pot : il y a une ressource rare et *le principe de justice veut que chacun ait le même accès aux bienfaits de la planète*. Libre à nous de vouloir consommer plus que notre part mais encore faut-il racheter leur part à ceux qui, par esprit d'économie ou faute de moyens, ne consomment pas la leur entièrement. Cela s'appelle : *quotas individuels négociables*. Souvenez-vous du débat sur la taxe carbone qui a tourné en eau de boudin en 2010. La raison en est simple : si les pauvres consomment moins d'énergie que les riches, la part des dépenses d'énergie (transport, logement etc..) dans leur budget est supérieure. De ce fait, une taxe carbone est un impôt régressif qui frappe les pauvres plus fortement que les riches. Un système de quotas individuels négociables aurait l'effet exactement inverse.

Deuxième exemple, *les régimes de gouvernance*, c'est à dire les modes de régulation applicables aux différents biens et services. Aujourd'hui nous avons tendance à raisonner en terme d'opposition entre biens publics et biens privés. Mais ce dualisme est beaucoup trop simple. Le troisième principe général de gouvernance nous enjoint de concevoir des dispositifs réellement adaptés à la nature des problèmes que l'on veut traiter, de nous demander quelle est la véritable nature des biens et des services et en déduire quels sont les régimes de gouvernance adaptés à cette nature. Justement, le « test du partage » permet de classer ces biens et services en quatre catégories : ceux qui sont détruits quand ils sont divisés (comme les éco-systèmes ; c'est l'image du jugement de Salomon : coupez un bébé en deux vous n'obtenez pas deux demi bébés mais deux demi cadavres) ; ceux qui se divisent quand ils sont partagés mais sont en quantité limitée (cas de la plupart des ressources naturelles) ; ceux qui se divisent en se partageant mais sont en quantité indéfinie car ils doivent essentiellement à la créativité humaine au travail humain et aux technologies (la plupart des biens industriels ou des services à la personne) ; ceux enfin qui se multiplient en se partageant comme le savoir et l'expérience. Faites vous même par la pensée le raisonnement et vous verrez que chacune de ces catégories a besoin de régimes de gouvernance spécifiques.

Troisième exemple, l'entreprise et Organisation Mondiale du Commerce. Les grandes entreprises et les grandes institutions financières sont considérées aujourd'hui comme les maîtres du monde, les acteurs les plus puissants ; plus puissants encore que les Etats car ils font souvent jeu égal en terme de puissance intellectuelle et financière avec, de surcroît, l'avantage d'être plus mobiles. Ce sont elles qui structurent aujourd'hui le système mondial. Peut-on pour autant dire que ce sont des acteurs adaptés à la gestion des défis du 21e siècle ? Certainement pas. La société anonyme, héritière lointaine de ces compagnies où l'on mettait en commun des ressources pour courir l'aventure du grand commerce international, ont été formidablement efficaces lors de la révolution industrielle. C'est elles qui ont su combiner la mobilisation de force de travail, de capitaux et de connaissances scientifiques et techniques. Aujourd'hui, où le défi majeur est de gérer simultanément efficacité économique, cohésion sociale et préservation des équilibres de la biosphère, ce sont devenus des éléphants dans des magasins de porcelaine. On le voit bien avec les efforts, souvent sympathiques, des entreprises pour assumer leur responsabilité sociale et

environnementale : sous la double pression de la concurrence internationale et des exigences de rentabilité financière des actionnaires, même lorsque les dirigeants et les cadres sont pleinement désireux d'assumer leur responsabilité, plus de 90 % de l'énergie est consacrée à l'efficacité économique et le reste aux deux autres objectifs. De même, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a constitué en 1995 un progrès considérable par rapport à l'ancien GATT, simple traité visant à l'abaissement des droits de douane. Mais, dans la frénésie libérale qui a suivi la chute du mur de Berlin, l'OMC, contrairement à son préambule, la déclaration de Marrakech, n'est pour l'instant que l'organisateur de la libre concurrence entre entreprises sans qu'existe une sérieuse traçabilité des produits et services tout le long de la filière de production d'échange et de consommation. Or, il ne peut y avoir de société durable que dans la mesure où chaque filière de production, dont chaque entreprise, même très grande, ne maîtrise qu'une partie, est elle-même durable. Il faudra donc admettre qu'au 21e siècle ce ne sera plus l'entreprise pivot de l'oeconomie mais la *filière*, c'est-à-dire un agencement d'acteurs économiques souscrivant à une co-responsabilité vis-à-vis de filières durables. Ce sont ces filières durables qui seront, dans l'avenir, les références de l'Organisation Mondiale du Commerce. En disant cela, je ne prétends pas jouer à Madame Soleil voyant l'avenir dans sa boule de cristal, j'énonce tout simplement l'évidence du résultat auquel il faudra aboutir si l'on veut sortir de la schizophrénie.

Quatrième et dernier exemple, *le rôle des territoires*. J'entends par territoire l'espace où se déroule l'essentiel de la vie, aujourd'hui principalement des villes ou agglomérations ou encore des régions. Ce niveau territorial est infiniment mieux adapté que le niveau de l'Etat pour prendre en compte simultanément les dimensions économiques sociales et écologiques. C'est à ce niveau que les liens entre les éléments du système sont concrets : *penser la complexité, c'est penser avec ses pieds*, à partir des réalités du local. Dans l'économie moderne, ce sont les territoires, et en particulier les grandes villes, plus que les Etats, qui sont le moteur du développement, ne serait-ce que parce qu'ils sont au cœur de l'économie de la connaissance, au cœur de la mobilisation d'une main-d'oeuvre diversifiée et qualifiée. Mais pour l'instant, ces territoires se considèrent plutôt comme le support d'activités économiques que comme un acteur économique à part entière et une ville moderne connaît infiniment moins bien son propre métabolisme, les flux d'énergie, de matière, d'information qui la traversent, que ne les connaissait le dernier village chinois il y a 2000 ans. Et cela pour une raison bien simple : pour ce village chinois, la connaissance de son métabolisme était la condition essentielle de sa survie, alors que nos villes modernes, comme Rome au temps de sa splendeur, parviennent à faire affluer vers elle des ressources de la terre entière. La même réflexion de bon sens m'a conduit à penser que « le territoire » sera en complément de « la filière durable » l'autre acteur pivot de l'oeconomie du 21e siècle. Mais cela ne pourra se faire que moyennant une refonte radicale de la manière dont nous pensons et gérons nos territoires.

Voilà, brossé à grands traits, un vaste programme de réformes. Il ne reste plus qu'à faire...et, pour commencer, à en débattre dans le cadre de la campagne électorale.